

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre «The Italian Background».

La traduction a été réalisée par le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs) en mars 2012.

Le texte a été féminisé et pour des raisons de facilité, la plupart des noms de lieux ont été laissé en italien.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

# LE CONTEXTE ITALIEN

## Ernest Dowson

Une claire et succincte introduction au contexte et aux évènements de la lutte de classe militante et massive en Italie dans les années 1960 et 70.

### La reconstruction et la croissance économique

Après la seconde Guerre Mondiale, la classe dirigeante italienne, aidée par le plan Marshall, commença la reconstruction d'une économie capitaliste. Les partis de gauche, y compris les communistes, coopérèrent avec elle. Les espoirs révolutionnaires des travailleurs/euses qui avaient combattu contre le fascisme furent négociés contre un siège au parlement. Dans tout le pays, des groupes anti-fascistes, qui étaient armés depuis l'époque de la résistance et qui se préparaient désormais à combattre la présence américaine, furent persuadés de déposer leurs armes. Une fois écartée la menace d'une insurrection armée, la bourgeoisie évinça rapidement les communistes du gouvernement et mis en place un programme de suppression des organisations de la classe ouvrière. Les syndicats, particulièrement le syndicat militant des travailleurs/euses de la métallurgie (FIOM) à la FIAT, furent brisés. Les conditions étaient désormais mûres pour la croissance exceptionnelle de l'industrie italienne, qui dura de 1948 à 1962. Durant cette période, avec un appui financier considérable de l'État, des investissements massifs eurent lieu, spécialement dans les industries tournées vers l'exportation et la production automobile. L'industrie fut rationalisée, et les méthodes les plus modernes furent introduites dans les usines. Cette croissance, loin de bénéficier aux travailleurs/euses, fut largement payée par eux/elles à travers les bas salaires et les conditions de vie infectes qu'ils/elles enduraient. Depuis que la nouvelle industrie était hautement automatisée, elle créait des emplois seulement très lentement, et le chômage resta élevé durant cette période.

### Le Sud

Cette croissance industrielle fut concentrée dans les villes du Nord et fut basée sur une politique de maintien du Sud dans la pauvreté et le sous-développement. La position de l'Italie du Sud par rapport au Nord était très semblable à celle du Sud et du Nord aux USA, ou à celle de l'Irlande (Nord et Sud) avec le Royaume-Uni. Principalement une zone de travail agricole, elle avait une longue tradition de clientélisme basée sur les grandEs propriétaires terrienNEs. Les emplois, les maisons, les écoles, tout dépendait de la bienveillance du/de la patronNE localE. Ce système fut maintenu après 1945, avec la différence que le contrôle n'était plus dans les mains des propriétaires terrienNEs mais dans celles des officiellEs gouvernementaux/ales qui maniaient l'argent public. L'agriculture fut « rationalisée » en de plus grandes unités et mécanisée, et des millions de gens furent arrachéEs de la terre pour aller dans les villes, spécialement Naples et Rome. Entre

1950 et 1967, 17 000 000 d'italienNEs, plus d'un tiers de la population, se déplacèrent d'un district à un autre. Bien qu'une certaine quantité de petites industries et d'entreprises de construction soient venues dans le Sud, ce n'était pas assez pour prévenir une migration massive vers le Nord. Cette réserve constante de travail était exactement ce dont les patronNEs italienNEs avaient besoin. Cela aidait à maintenir les salaires bas, même quand la demande de travailleurs/euses commençait à augmenter.

L'année 1962 amena le premier arrêt de cette progression meurtrière. Les travailleurs/euses à la FIAT entrèrent en grève et manifestèrent dans les rues de Turin. La demande de travailleurs/euses, causée par le boom de 1959, commençait à faire monter les salaires, tandis que le chômage baissait. Les patronNEs italienNEs commencèrent à avoir de plus en plus de difficultés à réaliser les profits massifs auxquels les années de boom les avaient habitués. L'investissement commença à diminuer progressivement, et de plus en plus d'argent partit à l'étranger ou vers des secteurs plus lucratifs comme la spéculation immobilière. Désormais, au lieu de pousser la productivité par l'introduction de nouvelles machines, comme les patronNEs l'avaient fait, ils/elles commencèrent à mettre la pression sur les travailleurs/euses pour qu'ils/elles travaillent plus durement. Les cadences de production sur les chaînes furent de plus en plus augmentées, pour devenir les plus élevées d'Europe. Les années durant lesquelles leurs organisations avaient été écrasées ne donnaient aucune chance aux travailleurs/euses, à ce moment là, de résister à ce processus.

## **Les conditions de vie dans les villes**

Les patronNEs réussirent à garder la main, et les conditions de vie pour les travailleurs/euses s'aggravèrent. Le chômage augmenta de nouveau et les prix de la nourriture, des logements et des transports montèrent en flèche dans une spirale inflationniste toujours croissante. La vie dans les villes devint insupportable. La croissance du capitalisme italien avait impliqué un afflux massif de gens dans les villes. De 1951 à 1961, les 4 plus grands districts urbains (Milan, Turin, Rome et Naples) et les districts environnants connurent une augmentation de population de 2 000 000 de personnes, les 2/3 de l'augmentation totale de la population nationale. De 1951 à 1969, la population de Turin et de ses banlieues grimpa à elle seule de 868 000 à 1 528 000 personnes. Les patronNEs et leur État ne firent rien du tout pour rendre cette migration forcée moins pénible. Le logement public était minuscule. La principale agence d'État, GESCAL, construisit 3 254 appartements et avait une liste d'attente de 138 931 familles. GESCAL tirait son argent des travailleurs/euses et des employeurs/euses. La contribution des travailleurs/euses représentait 0,6% de leurs salaires, et le double pour les patronNEs. Une bonne partie de cet argent disparaissait à travers la corruption. Le reste était investi plutôt dans l'industrie ou à l'étranger, et restait là, puisque cela prenait des années à GESCAL pour avoir les autorisations pour ses projets. Qui plus est, GESCAL surenchérisait habituellement sur les petites propriétés qui devenaient disponibles pour les constructeurs privés. Ainsi les travailleurs/euses devaient trouver un logement où ils/elles le pouvaient. Les gens devaient souvent dormir à 6 ou 8 dans une chambre et les bidonvilles s'étendaient autour des grandes villes. Quand des appartements pouvaient être trouvés, les loyers consommaient jusqu'à 40% d'un salaire ouvrier.

## **Crise des patronNEs, lutte des travailleurs/euses**

En 1968, les travailleurs commencèrent à lutter une nouvelle fois. L'incidence des grèves et de l'absentéisme augmenta rapidement, et dans le Sud il y eut un certain nombre de violentes émeutes. À cette époque l'économie italienne entra dans une autre phase difficile. La compétition pour les marchés s'accroissait entre les firmes italiennes et les firmes rivales, particulièrement américaines. Dans de nombreux cas il y avait une compétition directe entre, disons, FIAT et Ford, Pirelli et Firestone, ou entre les compagnies pétrolières italiennes et leurs équivalents américains. Ce processus se reflétait également dans un antagonisme croissant entre différents secteurs du Capital italien : entre les industries à grandes échelles, propriétés italiennes lourdement subventionnées par l'État, et la petite industrie, s'appuyant sur ou étant possédées par des compagnies américaines. Les petites firmes étaient de plus en plus confrontées soit à la liquidation soit à

l'absorption dans l'un ou l'autre des plus grands monopoles.

En 1969, beaucoup des plus importants contrats de travail collectifs de 3 ans de l'industrie métallurgique devaient expirer, plus de 50 d'entre eux. Beaucoup des plus grandes firmes étaient désireuses de négocier des nouveaux accords et de s'entendre avec les syndicats aussi paisiblement que possible, évitant par là même des dérangements à grande échelle de la production. De leur côté les syndicats et le PC, et leurs porte-paroles parlementaires, était prêts à passer un accord. Ils espéraient seulement renforcer leur propre position et voir leur importance reconnue officiellement. Le PC avait le rêve d'entrer une nouvelle fois au gouvernement. Ils étaient également inquiets de l'existence de plusieurs comités de travailleurs/euses non officiels et de « comités de base » qui avaient émergé au cours de l'année précédente. En échange de la paix industrielle, ils demandaient de plus hauts salaires et la promesse de réformes sociales. Mais pour assurer leur position de négociation ils devaient mobiliser les travailleurs/euses, au moins assez pour montrer leur force. Et ce fut leur grande erreur, parce que les travailleurs/euses en avaient assez. Ils/elles n'allaient pas jouer le jeu des gestes symboliques.

### « L'automne chaud »

Avant que les syndicats aient pu les vendre, les travailleurs/euses étaient en mouvement. Ils/elles allèrent bientôt bien au delà du contrôle des syndicats. Par exemple, quand les travailleurs/euses de la FIAT furent appelés à une journée de grève symbolique pour protester contre l'assassinat d'un travailleur du Sud durant les émeutes de Battipaglia, ils/elles refusèrent de quitter l'usine et commencèrent au contraire à l'occuper. Très rapidement, les gens commencèrent à développer des objectifs, des tactiques et une organisation qui n'avaient rien à voir avec ce que les syndicats espéraient. Ils/elles ne voulaient pas juste une augmentation de salaires, ils/elles voulaient l'abolition du système de classifications, des hausses de salaires égales pour tous/tes, et une réduction drastique de la cadence de travail. Plutôt que d'entrer passivement en grève, comme le voulaient les syndicats, ils/elles commencèrent à organiser une lutte à l'intérieur des usines, avec des meetings de masse sur le lieu de travail, des grèves tournantes dans différents secteurs qui amenaient l'arrêt de la production, des manifestations au travers des usines impliquant de nombreux dégâts et des confrontations avec l'encadrement. Les nouvelles organisations commencèrent à prendre le contrôle des luttes : des comités de base à Pirelli (Milan) et dans les entreprises chimiques de Porto Marghera, l'assemblée travailleurs/euses-étudiantEs à la FIAT Mirafiori (Turin). Des journaux d'usine commencèrent à apparaître. Des liens furent établis avec des groupes d'étudiantEs et des meetings eurent lieu régulièrement aux portes d'entrée.

Cette explosion à l'intérieur des usines démontra de manière décisive que le "partenariat économique" qui intéressait les patronNEs et les syndicats n'allait pas se produire. L'utilisation croissante par les firmes italiennes des techniques de production à la chaîne avait drastiquement changé la nature du travail et de la force de travail. Les travailleurs/euses plus âgés, qualifiés, ayant la fierté de leur travail, qui avaient été la colonne vertébrale des syndicats et du PC, n'avaient pas leur place au sein d'une nouvelle génération de travailleurs/euses dont les aptitudes étaient sans importance et qui n'en avaient rien à foutre de la « dignité du travail ». Beaucoup de ces jeunes travailleurs/euses venaient du Sud, de communautés agricoles ayant une longue expérience de lutte directe et violente, où l'incendie de la mairie locale et l'occupation de terre étaient des événements communs. Ils/elles faisaient partie d'une tradition militante, mais pas d'une tradition syndicale. Ainsi quand le militantisme de ces travailleurs/euses devint ouvert, les syndicats ne furent pas capables de canaliser la lutte dans des demandes pour des augmentations de salaires et des réformes, comme les syndicats français le firent en 1968. Dans l'espoir d'acheter la paix, les patronNEs firent désespérément de grosses concessions salariales. Entre 1969 et 1970 les salaires augmentèrent de 23,4% en comparaison avec une hausse moyenne annuelle de seulement 9% les 10 années précédentes.

La signature des contrats collectifs eut lieu mais ils étaient morts juste quelques semaines après que 16

personnes aient été tuées par des attentats fascistes à la bombe dans le centre de Milan. La classe dirigeante développa 2 tactiques pour traiter le militantisme des travailleurs/euses : concessions et réformes d'un côté et répression ouverte de l'autre. La poursuite de la lutte à l'intérieur des usines et son extension dans les communautés signifiaient que la classe dirigeante choisit de plus en plus la seconde option. Dans les usines, les militantEs furent viréEs ou mutéEs à d'autres postes, les fascistes furent utiliséEs pour espionner les travailleurs/euses militantEs et beaucoup de petites entreprises fermèrent. En même temps, le chômage et les prix grimperent nettement.

## **1969-1973 : 4 années de luttes**

À partir de « l'automne chaud » de 1969, la lutte de classe en Italie se répandit des usines à chaque aspect de la vie des gens. La classe ouvrière avait lutté contre les conditions de logement pourries avec des grèves de loyers à grande échelle et prolongées et des occupations massives d'appartements vides. Les gens avaient lutté contre les hausses des prix alimentaires, la cherté des transports, les écoles et les crèches insuffisantes et les services médicaux infects. Ils/elles avaient commencé à créer dans leurs communautés de nouvelles façons de vivre, en dehors du contrôle des patronNEs. Plus encore, les immigrantEs italienNEs avaient répandu les germes de cette lutte au delà de leur frontières nationales vers d'autres grandes villes européennes.

**Loyers :** Dans tout le pays des milliers de locataires firent la grève des loyers, certaines de ces grèves durant des années. Les slogans des locataires étaient « Le seul loyer équitable, c'est pas de loyer ! » et « Le logement est un droit, pourquoi payer un loyer ? ». Des organisations indépendantes comme l'Union des Locataires de Milan s'assurèrent que le contrôle de la lutte reste dans les mains des locataires eux/elles-mêmes.

**Occupation de bâtiments :** des centaines de personnes ont été impliquées dans la prise de bâtiments vides. À Milan, durant une série d'occupations, 30 000 personnes marchèrent à travers la ville lors d'une manifestation révolutionnaire. À Taranto, 182 familles occupèrent un projet de logements publics en février 1973. La police vint expulser les familles, mais elle fut contrainte de partir lorsque les squatteurs/euses furent rejointEs par des centaines de travailleurs/euses de l'usine métallurgique Italsider, dont certainEs squattaient eux/elles-mêmes.

**Prix alimentaires :** Des femmes militantes firent des piquets devant les supermarchés. À Milan il y eut des affrontements avec la police. À Pise des gens organisèrent un Marché Rouge.

**Transports :** À Spinea et Mirano (banlieues de Venise), les travailleurs/euses et les étudiantEs stoppèrent le départ de tous les bus dans le cadre d'une campagne contre les tarifs élevés et le mauvais service. Ils/elles s'emparèrent de certains bus et les firent rouler dans tout le secteur. À Trento, les travailleurs/euses faisant la navette dans les usines refusent de payer les tickets, déclarant que leurs salaires sont trop bas.

**Écoles :** Il y eut des grèves et des occupations d'écoles primaires et secondaires et d'universités dans chaque grande ville. À partir de l'automne 1969, quand les assemblées travailleurs/euses-étudiantEs furent formées, en de nombreuses occasions les travailleurs/euses et les étudiantEs luttèrent côte à côte. Dans les écoles, les élèves luttèrent pour les livres gratuits, le transport gratuit, l'abolition des examens, la fin des préjugés de classe dans l'éducation, l'ouverture de nouvelles écoles pour la communauté etc...

**Santé :** À Rome, un Centre de Santé Rouge fut mis en place pour fournir des traitements médicaux gratuits. Il devint un centre pour l'organisation des luttes autour des conditions de vie et de travail, les véritables causes de la mauvaise santé. Dans tout le pays, des docteurEs de gauche s'impliquèrent dans la lutte contre la médecine de classe. Par exemple, ils/elles donnèrent des preuves lors de procès impliquant des travailleurs/euses dont la santé avait été perturbée par les conditions de travail en entreprise. Ces preuves furent essentielles pour combattre celles des docteurEs travaillant pour les patronNEs.

**Prisons :** Les détenuEs dans de nombreuses prisons italiennes luttèrent contre leurs conditions de vie. Dans des prisons à Milan et Naples, des cellules furent incendiées par les détenuEs qui montèrent sur les toits avec des banderoles. Une organisation de Secours Rouge fut formée pour soutenir leurs luttes depuis l'extérieur.

Texte tire de [www.prole.info](http://www.prole.info) et repris par Libcom